

Evolution des Principaux Indicateurs des Autorisations de Construire entre 2002 et 2012

Par Mohamed Salimi, Haut-Commissariat au Plan

La construction est l'un des secteurs à fort potentiel de croissance qui a un impact sur la dynamique de l'économie nationale. Il impacte positivement en amont et en aval plusieurs secteurs économiques et permet de booster le niveau de l'emploi. A fin 2012, avec le secteur des travaux publics, le secteur du bâtiment a contribué à hauteur de 6,5% à la création de la valeur ajoutée totale au niveau national.

Le suivi statistique de la dynamique du secteur de la construction est assuré par le Haut-commissariat au Plan à travers plusieurs opérations et travaux statistiques dont les statistiques des Autorisations De Construire (ADC).

L'autorisation de construire est un acte réglementaire prérequis pour entamer la construction et par lequel l'autorité administrative compétente vérifie que les travaux à entreprendre respectent les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de conformité aux documents d'urbanisme en vigueur.

En l'absence d'enquêtes permanentes sur le secteur de la construction, l'opération du suivi des autorisations de construire demeure la principale source d'information susceptible de contribuer à dégager des indicateurs clés du secteur à partir des résultats issus des travaux des comptes nationaux.

Avant de présenter les tendances d'évolution des différents indicateurs liés à la demande de la construction, il est essentiel de rappeler que les statistiques des ADC concernent les intentions des différents opérateurs et que les indicateurs qui seront présentés ci-après, se rapportent à des prévisions et non pas à des réalisations effectives¹. Ceci étant, l'évolution annuelle du secteur du bâtiment peut être captée à travers ces mêmes indicateurs.

Les indicateurs qui seront présentés concernent : le nombre d'ADC, la surface bâtie, la surface des planchers, la valeur prévue ainsi que le nombre de logements.

Entre 2002 et 2012, le nombre des ADC a enregistré un taux d'accroissement de près de 33%, taux qui ne renseigne pas à lui seul sur la dynamique réelle du secteur de la construction durant cette période. La tendance haussière du nombre des ADC a été maintenue jusqu'à 2008, date à laquelle a été enregistré un léger recul (-3,7%), suivi l'année d'après par un taux de baisse légèrement plus élevé (-4,2%) pour amorcer une reprise significative de 15% en 2010.

La surface bâtie et la surface de plancher quant à elles, ont connu, au cours de la même décennie, des fluctuations dont la tendance est presque similaire à celle du nombre d'ADC. L'enregistrement des taux

de variation respectifs de 16,1 et 16,6 pour les deux indicateurs, entre 2002 et 2012, cache, cependant, des écarts en termes de niveau des taux d'évolution annuels ou, parfois même, en termes de signe de la variation (positive vs négative), comme c'est le cas pour les années 2011 et 2012.

Ayant enregistré une croissance décennale de 28,7%, la valeur prévue est l'indicateur qui reflète le mieux la dynamique du secteur. Elle renseigne sur le niveau du volume d'investissement prévu à réaliser par les demandeurs des ADC. Comme pour le nombre des ADC, la tendance baissière entamée en 2007 a été renversée en 2010 et 2011, ayant enregistré une variation de 8,7% puis 10,8%, suivi d'un accroissement moins important (4%) l'année suivante.

L'indicateur «nombre de logement», a enregistré une augmentation de 30% entre 2002 et 2012. La variation en dents de scie, pour cet indicateur reflète, vraisemblablement, le différentiel dans la structure annuelle du type des ADC. En effet, le nombre de logements à produire peut augmenter si les autorisations de construire destinées à l'habitation sont plus importantes. Plus particulièrement, le nombre de logements produit peut augmenter substantiellement quand le nombre des ADC portant sur la construction d'immeubles d'habitation est plus prépondérant que les ADC portant sur les autres types de construction à usage d'habitation (maison marocaine et villa).

Evolution annuelle (En %) des principaux indicateurs des ADC entre 2002 et 2012

Année	Variation annuelle				
	ADC	Surface bâtie	Surface de plancher	Valeur prévue	Nbre de logements
2003	14,8	17,5	32,2	35,2	20,6
2004	5,9	-6,7	-16,2	-22,1	-2,2
2005	0,8	0,7	0,9	1,9	3,3
2006	2,6	14,9	16,0	19,8	1,6
2007	4,2	-4,4	-5,5	-5,9	5,9
2008	-3,7	-5,0	-7,8	-4,2	-7,3
2009	-4,2	-14,4	-11,7	-11,3	-9,6
2010	14,9	30,2	15,4	8,7	15,3
2011	-7,3	-14,7	11,9	10,8	-0,3
2012	3,4	6,0	-9,6	3,9	3,0
Var 02/12	32,9	16,1	16,6	28,7	30,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

¹ Pour l'évaluation des réalisations, le HCP a réalisé en 2009/2010, l'Enquête sur la Réalisation des Constructions Autorisées (ERCA). Les résultats de cette enquête sont disponibles sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma/file/129860/>.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Résultat de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.....	3
Evolution des principaux indicateurs des autorisations de construire entre 2002 et 2012.....	4

HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Février 2014 N° 198

BULLETIN MENSUEL

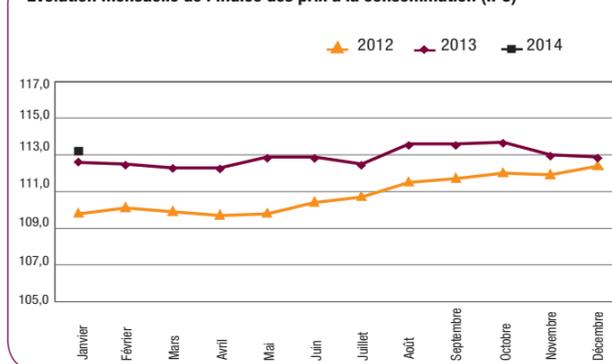
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de janvier 2014, une hausse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,5% de l'indice des produits alimentaires et de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,5% au cours du mois de janvier 2014.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2013	JAN. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Produits alimentaires	120,4	121,0	0,5	121,3	121,0	-0,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,6	121,3	0,6	122,0	121,3	-0,6
Boissons alcoolisées et tabac	115,6	116,3	0,6	108,5	116,3	7,2
Produits non alimentaires	107,6	107,7	0,1	106,5	107,7	1,1
Articles d'habillement et chaussures	111,6	111,9	0,3	109,4	111,9	2,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	107,1	107,2	0,1	105,8	107,2	1,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,7	107,7	0,0	107,3	107,7	0,4
Santé	105,1	105,3	0,2	104,2	105,3	1,1
Transport	110,3	110,5	0,2	109,1	110,5	1,3
Communication	59,5	59,5	0,0	65,5	59,5	-9,2
Loisirs et culture	96,8	96,8	0,0	97,3	96,8	-0,5
Enseignement	134,2	134,2	0,0	129,6	134,2	3,5
Restaurants et hôtels	118,7	118,9	0,2	115,1	118,9	3,3
Biens et services divers	113,2	113,2	0,0	111,3	113,2	1,7
Indice général	112,9	113,2	0,3	112,6	113,2	0,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2013	JAN. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Agadir	111,8	111,9	0,1	111,4	111,9	0,4
Casablanca	114,8	115,0	0,2	115,1	115,0	-0,1
Fès	113,4	114,1	0,6	112,4	114,1	1,5
Kénitra	112,1	112,6	0,4	112,0	112,6	0,5
Marrakech	113,4	113,5	0,1	113,2	113,5	0,3
Oujda	113,2	113,4	0,2	111,4	113,4	1,8
Rabat	110,9	111,0	0,1	110,4	111,0	0,5
Tétouan	111,7	112,0	0,3	111,3	112,0	0,6
Meknès	114,4	115,0	0,5	113,9	115,0	1,0
Tanger	114,4	114,7	0,3	114,2	114,7	0,4
Laâyoune	112,0	112,7	0,6	111,7	112,7	0,9
Dakhla	111,1	111,6	0,5	112,4	111,6	-0,7
Guelmim	112,4	112,7	0,3	111,5	112,7	1,1
Settat	112,5	113,8	1,2	113,1	113,8	0,6
Safi	108,4	108,6	0,2	107,8	108,6	0,7
Beni-Mellal	111,5	112,1	0,5	111,9	112,1	0,2
Al-Hoceima	112,4	113,4	0,9	113,8	113,4	-0,4
Ensemble	112,9	113,2	0,3	112,6	113,2	0,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de janvier de l'année 2014, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Settat avec 1,2%, à Al-Hoceima avec 0,9%, à Fès et Laâyoune avec 0,6% et à Meknès, Dakhla et Beni-Mellal avec 0,5%; et les moins importantes ont été enregistrées notamment à Agadir, Marrakech et Rabat avec 0,1%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours du mois de janvier 2014 par rapport au même mois de 2013, les hausses les plus importantes à Oujda avec 1,8%, à Fès avec 1,5%, à Guelmim avec 1,1% et à Meknès avec 1,0%; et les moins importantes à Beni-Mellal avec 0,2%, à Marrakech avec 0,3%, à Agadir et Tanger avec 0,4% et à Kénitra et Rabat avec 0,5%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Dakhla avec 0,7%, à Al-Hoceima avec 0,4% et à Casablanca avec 0,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2012 à 2014

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JANVIER/JANVIER (1)	LES 12 DERNIERS MOIS (2)
2012	0,9	0,8
2013	2,6	1,5
2014	0,5	1,7

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2011-2012	2012-2013	VAR.%
Agriculture			
Surface cultivée des trois principales céréales (en milliers Ha)			
Blé dur	950	945	-0,5
Blé tendre	2 150	2 259	5,1
Orge	1 900	1 967	3,5

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	2012	2013*	VAR.%
Energie			
Production nette de l'électricité (GWh)	26 356	26 689	1,3
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	7 564	7 161	-5,3
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	15 871	14 864	-6,3

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	2012*	2013*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	298 451	293 131	-1,8
Biens	184 885	183 478	-0,8
Services	113 566	109 653	-3,4
dont : voyages	57 835	57 456	-0,7
Importations	426 215	418 772	-1,7
Biens	357 928	355 202	-0,8
Services	68 287	63 570	-6,9
Solde commercial	-127 764	-125 641	
Taux de couverture (en %)	70,0	70,0	
Recettes M.R.E.	58 751	58 290	-0,8

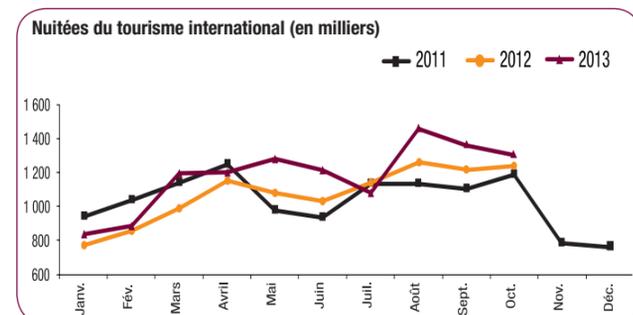
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2012	2013	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	14 971	16 310	8,9
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	10 765	11 895	10,5

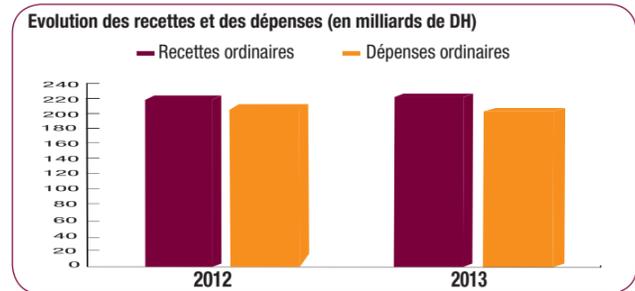
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	2012 ^R	2013*	VAR.%
Recettes ordinaires	224 064	227 104	1,4
Dépenses ordinaires	215 623	209 006	-3,1
Dette publique	20 097	22 502	12,0
Investissement	51 458	48 270	-6,2
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-14 543	-17 945	
Déficit / Excédent global	-57 560	-48 117	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

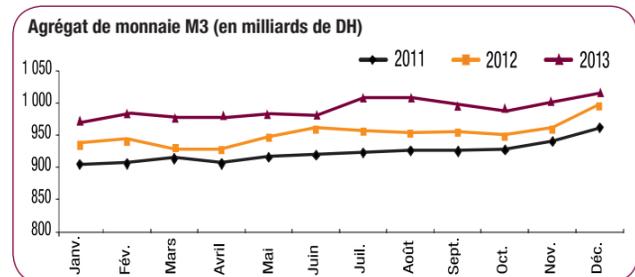


Monnaie

(En millions de dirhams)	2012 ^R	2013*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	992 176	1 020 401	2,8
Agrégats de placements liquides	380 569	387 469	1,8
Contreparties de la monnaie (1)	992 176	1 020 401	2,8
Créances sur l'économie	829 964	855 673	3,1
Créances nettes sur l'administration centrale	125 402	149 058	18,9
Réserves Internationales Nettes	144 736	150 267	3,8
Ressources à caractère non monétaire	154 357	157 851	2,3
Autres contreparties de M3	46 432	23 253	-49,9

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	2012	2013*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	61 034	62 142	1,8
Capitalisation boursière (en millions de DH)	445 268	451 113	1,3
Indice MASI	9 359,19	9 114,14	-2,6
Indice MADEX	7 614,04	7 418,05	-2,6
O.P.C.V.M.	27 Dec. 2013	24 Janv. 2014	VAR.%
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	373	373	-
	245 544	233 377	-5,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Quatrième trimestre 2013

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent que l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) a enregistré, au cours du quatrième trimestre de 2013, une baisse de 4,2 points par rapport à son niveau du quatrième trimestre de l'année 2012 et de 1,2 point par rapport au troisième trimestre de 2013.

C'est ainsi qu'au quatrième trimestre de 2013, l'ICM s'est établi à 74,2 points, son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête, contre 75,4 points un trimestre auparavant et 78,4 points le même trimestre de l'année passée.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Cette évolution de l'ICM est le résultat des variations de ses différentes composantes.

• Niveaux de vie : anticipation d'une baisse

Les perceptions des ménages sur l'évolution passée du niveau de vie ont connu, au quatrième trimestre de 2013, une amélioration aussi bien par rapport au trimestre précédent qu'au même trimestre de l'année 2012. Le solde relatif à cet indicateur a gagné 1,3 point et 8,2 points durant ces deux périodes respectives.

Le solde d'opinion relatif aux perspectives d'évolution de niveau de vie enregistre cependant, une baisse de 4,8 points par rapport au trimestre précédent et de 6,7 points par rapport à la même période de 2012.

• Chômage : une hausse moins forte anticipée

Près de 52% des ménages marocains considèrent, au quatrième trimestre de 2013, que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 19,8% pensent le contraire. Avec -31,8 points, le solde relatif à cet indicateur enregistre une détérioration aussi bien par rapport au trimestre précédent (-2,3 points) qu'au même trimestre de l'année précédente (-2,5 points).

• Achat de bien durable : persistance à estimer le moment inopportun

Près de 52% des ménages marocains considèrent, au quatrième trimestre de 2013, que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 19,8% pensent le contraire. Avec -31,8 points, le solde relatif à cet indicateur enregistre une détérioration aussi bien par rapport au trimestre précédent (-2,3 points) qu'au même trimestre de l'année précédente (-2,5 points).

• Situation financière des ménages : l'attente d'une détérioration

Pour 57,8% des ménages, leurs revenus couvrent leurs dépenses, alors que 35,9% d'entre eux s'endettent ou puisent pour cela dans leurs épargnes. Seuls 6,4% des ménages déclarent pouvoir épargner une partie de leur revenu. Le solde de l'indicateur relatif à la situation financière actuelle des ménages s'est établi ainsi à un niveau négatif de -29,5 points, en stagnation par rapport au trimestre précédent et en légère détérioration (-0,1 point) par rapport au même trimestre de 2012.

Quant à leur situation financière personnelle passée, le solde d'opinion des ménages n'a pas connu de changements par rapport au trimestre précédent mais se détériore de 6,2 points par rapport à la même période de 2012.

Pour la première fois depuis le début de l'enquête, le solde relatif aux perspectives d'évolution de la situation financière des ménages atteint un niveau négatif se situant à -1,7 point. Ce solde enregistre une détérioration de 4,5 points par rapport au trimestre précédent et de 12,3 points par rapport au quatrième trimestre de 2012.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la perception par les ménages de la conjoncture

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données trimestrielles sur les perceptions des ménages relatives à d'autres aspects de leurs conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité d'épargne des ménages et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Capacité des ménages à épargner : perception plutôt pessimiste

Les ménages sont toujours pessimistes quant à leurs capacités à épargner dans les mois à venir. Au quatrième trimestre de 2013, près de huit ménages sur dix (83,3%) pensent ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois contre 16,6% qui pensent le contraire. Le solde de cet indicateur se situe, ainsi, à un niveau négatif de -66,7 points en amélioration de 2,4 points par rapport au trimestre précédent mais en détérioration de 2,2 points par rapport à la même période de 2012.

• Prix des produits alimentaires : attente d'une hausse

Au quatrième trimestre de 2013, près de 92% des ménages pensent que les prix des produits alimentaires ont augmenté dans le passé contre 91,4% un trimestre auparavant et 91,8% un an auparavant. Le solde de cet indicateur a connu une détérioration de 0,2 point par rapport au même trimestre de 2012 et de 0,3 point par rapport au trimestre précédent.

Quant aux perspectives d'évolution des prix des produits alimentaires, plus de trois ménages sur quatre (77%) pensent que ces prix continueront à augmenter dans le futur contre 76,7% au troisième trimestre de 2013 et 72,1% au quatrième trimestre de 2012. Le solde relatif aux perspectives d'évolution de ces prix s'est détérioré de 6 points par rapport à la même période de 2012 tout en gardant le même niveau du trimestre précédent.

3. Evolution des indicateurs annuels de la perception par les ménages de la conjoncture

En plus des indicateurs trimestriels, le HCP calcule à la fin de chaque année le solde relatif à la perception par les ménages de certaines composantes de leur environnement dont la variabilité n'est pas significative d'un trimestre à l'autre. Il s'agit de l'évolution, entre 2012 et 2013, de l'opinion des ménages concernant la situation des droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la qualité de certains services publics.

• Situation des droits de l'Homme : opinion toujours positive

En 2013, 60% des ménages pensent que la situation des droits de l'Homme au Maroc s'est améliorée, 30,2% qu'elle a stagné et 9,8% qu'elle s'est détériorée. Le solde relatif à cet indicateur, enregistrant le niveau le plus élevé parmi tous les indicateurs de conjoncture (+50,2 points), connaît une amélioration de 0,2 point par rapport à son niveau de 2012.

• Qualité des prestations administratives : sentiment d'une amélioration notable

En 2013, les ménages sont plus nombreux qu'en 2012, à constater une amélioration de la qualité des prestations administratives (55,7% contre 51%). Le solde relatif à cet indicateur s'est amélioré de 9,5 points durant cette période.

• Protection de l'environnement : sentiment d'une légère détérioration

L'opinion des ménages sur l'évolution de la qualité de la situation en matière de protection de l'environnement s'est un peu détériorée. Le solde relatif à cet indicateur a baissé de 1,2 point entre 2012 et 2013.

• Qualité des services d'éducation : satisfécit en hausse

En 2013, 37% des ménages pensent que la qualité des services de l'éducation s'est améliorée, 35% qu'elle a stagné et 28% pensent qu'elle s'est plutôt détériorée. Le solde est en amélioration de 15 points par rapport à l'année 2012.

• Qualité des services de santé : perception moins négative

En 2013, 23,6% des ménages pensent que la qualité des soins de santé s'est améliorée (contre 23% en 2012), 34,2% qu'elle a stagné (contre 28,3%) et 42,2% qu'elle s'est détériorée (contre 48,7%). Quoique négatives, le solde de l'indicateur résumant ces perceptions enregistre en 2013 une amélioration de 7,1 points par rapport à 2012.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2009				2010				2011				2012				2013			
	Tr.1	Tr.2	Tr.3	Tr.4																
Indicateur résumé ICM	76,9	77,6	79,1	79,5	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5	82,9	80,7	77,6	78,4	75,8	74,2	75,4	74,2
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-51,0	-59,1	-57,9	-57,5	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6	-44,1	-48,6	-56,7	-58,1	-61,7	-67,8	-69,8	-68,2
Evolution passée du niveau de vie en général	-36,7	-29,1	-25,7	-26,5	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2	-26,2	-21,8	-27,9	-28,1	-29,2	-23,1	-21,2	-19,9
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	-9,3	-3,5	0,1	2,2	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1	11,2	9,0	-3,2	-1,2	-5,1	-4,2	-3,1	-7,9
Opportunité d'achat	-41,8	-46,5	-43,4	-42,6	-34,8	-37,5	-36	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5	-32,5	-37,4	-29,5	-29,3	-28,3	-31,7	-29,5	-31,8
Situation financière actuelle des ménages	-31,3	-26,9	-28,3	-25,3	-27,5	-27,6	-30	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7	-25,4	-31,0	-30,8	-29,4	-29,8	-30,2	-29,5	-29,5
Evolution passée de la situation financière des ménages	-18,4	-13,4	-8,3	-11,0	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8	-14,1	-16,6	-16,7	-15,7	-19,6	-23,8	-21,9	-21,9
Evolution future de la situation financière des ménages	26,8	22,0	17,5	17,1	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0	11,2	11,1	7,7	10,6	4,5	0,7	2,8	-1,7
Autres soldes																				
Evolution future des prix des produits alimentaires	-34,9	-33,5	-50,9	-47,9	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0	-69,8	-71,5	-73,6	-70,0	-76,1	-73,4	-76,0	-76,0
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-94	-87,2	-85,7	-83,3	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5	-91,6	-91,1	-91,7	-90,6	-91,6	-88,9	-90,5	-90,8
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-56,8	-57,1	-57,8	-58,5	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7	-62,5	-63,5	-65,3	-64,5	-67,0	-70,3	-69,1	-66,7

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête de conjoncture auprès des ménages.